

[https://www.elcorreo.eu.org/Dites-Monroe-en-chinois-RESURRECTION-D-UNE-DOCTRINE-US-EN-E
XPANSION](https://www.elcorreo.eu.org/Dites-Monroe-en-chinois-RESURRECTION-D-UNE-DOCTRINE-US-EN-E
XPANSION)

Dites Monroe en chinois :RÉSURRECTION D'UNE DOCTRINE US EN EXPANSION

- Argentine - Souveraineté -

Date de mise en ligne : lundi 8 décembre 2025

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'alignement du gouvernement des frères Milei sur celui de Donald Trump aux États-Unis fait pâlir les relations charnelles telles que les concevait Carlos Menem. Trump a tendu la main à Milei pour le sauver de l'abîme, selon les mots de son ministre de l'Économie Scott Bessent. Que cela se répète à l'infini n'est qu'une conjecture.

L'alignement du gouvernement de la fratrie Milei sur l'administration US de Donald Trump est bien loin de la relation étroite envisagée par Carlos Menem, son brillant ministre des Affaires étrangères, [Guido Di Tella](#), et son idéologue du réalisme périphérique, [Carlos Escudé](#) (le seul à avoir eu le temps et la lucidité de critiquer sa propre approche). Il avait remis en question la soumission excessive aux États-Unis et souligné le manque de réciprocité, mettant en garde contre l'effondrement potentiel de la convertibilité des changes, sans que la superpuissance ne bronche.



National Security Strategy 2025

Il semble que la situation ait évolué, car Trump a tendu la main à Milei pour le sortir de l'impasse, selon son ministre de l'Économie, Scott Bessent. Reste à savoir si ce scénario se répétera *indéfiniment*, et ces derniers temps, de fortes tensions et un malaise palpable se font sentir de part et d'autre : impliqué dans une querelle interne avec le président de la Fédération argentine de football, Milei a annulé son voyage à Washington, où il devait rencontrer Trump lors du tirage au sort des places qualificatives pour la Coupe du monde, qui se déroulera en Amérique du Nord. Sans affirmer explicitement qu'il s'agissait de représailles, Bessent a annulé un autre voyage prévu en Argentine.

Vendredi, le président a qualifié son document [National Security Strategy 2025](#) de « corollaire Trump de la [Doctrine Monroe](#) ». Pour la première fois, l'axe de la sécurité américaine passe par la *sub-Amérique*, qu'ils appellent l'hémisphère occidental. Ce document présente des similitudes avec le discours anti-woke prononcé par Milei à Davos et en révèle l'inspiration. Mais il souligne également le pouvoir disproportionné du dirigeant d'un pays de second ordre, qui s'exprime comme s'il représentait une superpuissance. **Dans son style grandiloquent, Trump affirme :**

« qu'aucune administration n'a réalisé un changement aussi radical en si peu de temps »

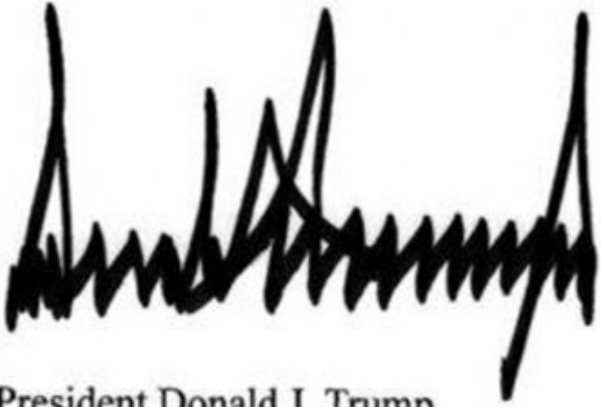
et mentionne :

- Nous avons rétabli nos frontières souveraines et déployé les forces armées pour stopper l'invasion de notre pays.
- Nous avons éradiqué l'idéologie extrémiste du genre et le progressisme délirant de nos forces armées.

- Nous avons commencé à renforcer les forces armées grâce à un investissement d'un billion de dollars.
- Nous avons reconstruit nos alliances et obtenu de nos alliés qu'ils augmentent leur contribution à la défense commune, notamment en portant les dépenses de défense des pays de l'OTAN de 2 % à 5 % de leur produit intérieur brut.
- Nous avons libéralisé notre production énergétique pour garantir notre indépendance et imposé des tarifs douaniers historiques pour ramener dans le pays des industries essentielles.
- Dans le *cadre de l'opération Midnight Hammer*, nous avons réduit la capacité nucléaire iranienne d'enrichir l'uranium.
- J'ai désigné les cartels de la drogue et les organisations criminelles opérant dans notre région comme des organisations terroristes.
- En seulement huit mois, nous avons résolu huit conflits violents : entre le Cambodge et la Thaïlande ; entre le Kosovo et la Serbie ; entre le Congo et le Rwanda ; entre le Pakistan et l'Inde ; entre Israël et l'Iran ; entre l'Égypte et l'Éthiopie ; entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ; et nous avons mis fin à la guerre à Gaza, avec le retour de tous les otages vivants auprès de leurs familles.
- Les États-Unis sont de nouveau forts et respectés, et c'est pourquoi nous œuvrons pour la paix dans le monde entier.
- Et dans tout ce que nous faisons, nous mettons l'USAmérique au premier plan.

Ce document, ajoute-t-il, est la feuille de route qui nous permettra de rester la plus grande et la plus prospère nation de l'histoire de l'humanité, et le bastion de la liberté dans le monde. Dans les années à venir, nous continuerons de développer toutes les dimensions de notre puissance nationale, ce qui rendra les États-Unis plus sûrs, plus riches, plus libres, plus grands et plus puissants que jamais. Mais il contient aussi un constat inattendu : l'époque où l'Amérique portait le monde sur ses épaules, tel Atlas, est révolue, admet-il.

Sa signature reflète parfaitement ses délires de grandeur



President Donald J. Trump

Le document qualifie les stratégies mises en œuvre depuis la fin de la Guerre froide d'illusions et de platitudes. Il réfute la conviction des élites selon laquelle l'intérêt des États-Unis résidait dans leur domination mondiale permanente, et que les événements survenus dans d'autres pays ne devaient les concerner que s'ils menaçaient les

États-Unis. De ce fait, elles ont assumé des responsabilités mondiales que les populations ne considéraient pas comme faisant partie de leurs intérêts nationaux. Cela a impliqué le financement d'un État-providence tentaculaire et d'un vaste complexe militaro, diplomatique, de renseignement et social. Le pari malavisé sur la mondialisation et le prétendu « libre-échange » a fragilisé la classe moyenne et le tissu industriel sur lesquels repose la prééminence économique et militaire des États-Unis. Dans la critique la plus directe des politiques menées jusqu'à présent, Trump affirme que celles-ci ont lié son pays à un réseau d'institutions internationales, dont certaines sont animées par un anti-américanisme manifeste et beaucoup par un transnationalisme qui vise explicitement à dissoudre la souveraineté des États. Trump annonce qu'il plaidera pour la réforme des organisations transnationales les plus intrusives, afin qu'elles contribuent à la souveraineté individuelle et promeuvent les intérêts américains, au lieu de l'entraver. Il évoque à ce sujet l'idéologie du changement climatique.

Vient ensuite la liste habituelle de vœux et de platitudes, insistant sur l'industrie, l'énergie, l'innovation technique et scientifique, et les forces armées. Les États-Unis sont si grands et si respectables qu'ils n'ont à s'excuser auprès de personne pour leur passé ni pour leur présent.

Trump définit les principaux intérêts des États-Unis en matière de politique étrangère et affirme qu'ils doivent être au centre de toutes les attentions, sans être ignorés ni négligés. Se concentrer sur tout, c'est se concentrer sur rien. Les intérêts fondamentaux de sécurité nationale des États-Unis seront notre priorité.

Il s'agit de :

- Garantir une stabilité raisonnable dans l'hémisphère occidental et ainsi prévenir et décourager les migrations massives vers les États-Unis, et grâce à la coopération des gouvernements contre les narcoterroristes, les cartels et autres organisations criminelles transnationales ; dans une allusion à peine voilée à la Chine, il s'agit de contester toute incursion étrangère hostile ou toute prise de contrôle d'actifs clés, afin de garantir notre accès continu aux sites stratégiques essentiels. Voilà le « *corollaire Trump* » de la doctrine Monroe. Tout est à moi, à moi, à moi.
- Maintenir la liberté et l'ouverture de l'Indo-Pacifique, préserver la liberté de navigation sur toutes les routes maritimes essentielles et assurer des chaînes d'approvisionnement sûres et fiables, ainsi que l'accès aux matières premières critiques.
- Soutenir nos alliés dans la préservation de la liberté et de la sécurité de l'Europe.
- Empêcher une puissance adverse de dominer le Moyen-Orient, ses ressources pétrolières et gazières, ainsi que les points de passage stratégiques par lesquels elles transitent, tout en évitant des « guerres sans fin ».
- Garantir que les technologies et les normes américaines, notamment en matière d'intelligence artificielle, de biotechnologie et d'informatique quantique, soient un moteur de progrès mondial. Il s'agit là d'intérêts nationaux US fondamentaux et vitaux. (Autrement dit, plusieurs domaines où les États-Unis accusent un retard.)

Il évoque notamment la préservation et la croissance du secteur financier, un domaine où l'Argentine souffre manifestement. L'égalité entre toutes les nations est l'œuvre de Dieu et de la nature. Mais un pays aux intérêts aussi nombreux et diversifiés que les États-Unis ne peut se conformer de façon rigide au non-interventionnisme. Par conséquent, sa politique se veut réaliste, sans imposer la démocratie ni aucun autre changement social qui s'écarterait sensiblement des traditions et de l'histoire des autres nations. Cela sonnerait le glas de la *construction nationale* pratiquée depuis le milieu du XXe siècle, et qui connaît une forte résurgence au XXIe siècle, sans les actions menées par les États-Unis dans notre région et dans le reste du monde, sous couvert de rôle de médiateur.

Autre contradiction entre les paroles et les actes, Trump déclare que sa politique favorisera la croissance, mais aussi

les travailleurs, afin que la richesse ne soit pas concentrée au sommet de la pyramide, ce qui est précisément le cas et a entraîné une chute vertigineuse de sa popularité. Le chapitre consacré à la protection des droits et libertés fondamentaux paraît absurde, promettant des sanctions à ceux qui abusent des « pouvoirs redoutables » conférés aux ministères et agences gouvernementales. Il propose notamment de protéger le droit à la liberté d'expression, un droit défendu par le président qui a même suggéré la peine de mort pour les journalistes qui le questionnent ou divulguent des informations classifiées.

Dans l'hémisphère occidental, l'objectif sera de recruter des alliés pour maîtriser les migrations, endiguer le trafic de drogue et renforcer la stabilité et la sécurité terrestres et maritimes. Ceci contribuera à instaurer une stabilité acceptable dans la région. Les gouvernements, les partis politiques et les mouvements régionaux alignés sur les États-Unis seront récompensés. Le plan prévoit également un renforcement de la présence militaire américaine dans la région et un désengagement progressif des scénarios dont l'importance relative pour la sécurité nationale américaine a diminué. Cela implique un déploiement accru des garde-côtes et de la marine pour contrôler les routes maritimes, lutter contre l'immigration clandestine et non désirée, réduire le trafic d'êtres humains et de drogue, et sécuriser les principaux axes de transit en cas de crise.

Le renforcement des chaînes d'approvisionnement essentielles accroîtra la résilience économique américaine. Les liens tissés entre les États-Unis et leurs partenaires compliqueront la tâche des concurrents non hémisphériques qui cherchent à étendre leur influence dans la région. Tout en privilégiant la diplomatie commerciale, nous nous emploierons à consolider nos alliances de sécurité, qu'il s'agisse de ventes d'armes, de partage de renseignements ou d'exercices conjoints. Tolérer les incursions de concurrents non hémisphériques sans réagir fermement constitue l'autre grave erreur stratégique. Les termes de nos alliances, ainsi que les conditions de toute assistance que nous fournissons, doivent être subordonnés à la réduction de l'influence extérieure adverse, qu'il s'agisse du contrôle des installations militaires, des ports et des infrastructures clés ou de l'acquisition d'actifs stratégiques au sens le plus large.

Il ne sera pas facile de contrer l'influence étrangère, reconnaît le document. Les États-Unis mettent en évidence les coûts cachés – espionnage, cybersécurité et pièges de la dette – inhérents à ce qu'on appelle l'aide étrangère à bas coût. Nous devons intensifier ces efforts, notamment en utilisant l'influence américaine dans les domaines de la finance et de la technologie pour inciter les pays à refuser cette aide. Les États-Unis doivent clairement faire comprendre que leurs biens, services et technologies constituent un investissement bien plus judicieux à long terme, car ils sont de meilleure qualité et ne sont pas assortis des mêmes conditions que l'aide d'autres pays.

Existe-t-il un juste milieu ?

L'intervention de Trump dans l'affaire Milei s'est avérée providentielle, empêchant une flambée inflationniste de compromettre ses chances électorales. L'habileté politique qu'on devra, tôt ou tard, reconnaître à la « [Tsarine](#) », ainsi que celle de son entourage péroniste (les cousins [Lule](#) et [Martín](#) Menem et le [Colorado](#) [Diego Santilli](#)), a assuré aux liberticides la plus grande minorité à la Chambre des Députés et à la présidence de commissions clés. Lors de la première réunion de la Commission des affaires municipales, Fernando Espinoza, de La Matanza, a déclaré que « *la faim commence à se faire cruellement sentir* ». Les opportunistes [Miguel Pichetto](#) et [Lourdes Arrieta](#) ont acquiescé.

Le portefeuille de Trump n'est pas à la hauteur des besoins de l'Argentine, ni de l'ampleur des contributions chinoises. Il s'agit là des plus importants investissements chinois au monde hors de leurs frontières, et l'idée d'espionnage ne semble pas intimider en ce qui concerne l'Argentine. Milei souhaite satisfaire son protecteur, mais de puissants intérêts économiques ne cessent de s'accroître. La semaine dernière, on apprenait que China Eastern Airlines venait d'inaugurer deux vols hebdomadaires entre Buenos Aires et Shanghai, la plus longue liaison aérienne

au monde, avec une simple escale en Nouvelle-Zélande. Et ces avions ne voleront pas à vide. Avec des réserves négatives de 17 milliards de dollars et des échéances de dette d'un montant similaire dans les 18 prochains mois, la seule voie possible pour le gouvernement réside dans les *swaps de devises* et les investissements chinois. [Luis Caputo](#) et Milei ont célébré le retour sur le marché obligataire comme un penalty arrêté par Cambeses, tandis que le risque mesuré par JPMorgan est orienté à la baisse.

Mais leurs seules options sont la Chine et un endettement encore plus coûteux, car les grandes banques espagnoles ont cessé de prêter à leurs homologues locaux. Elles ont même commencé à leur parler en anglais, car il ne s'agit pas de politique, mais d'affaires. « *Show me the money* » Ce n'est certainement pas ce qu'avait en tête l'auteur de la directive de Trump. L'ancienne commandante du Commandement Sud, la générale Laura Richardson, a déclaré au Congrès en 2022 que ses ressources limitées l'empêchaient de rivaliser avec les investissements massifs chinois. Son successeur, l'amiral [Alvin Holsey](#), a démissionné en cours de mandat, écœuré par l'escalade militaire américaine en Amérique latine, qui, en quelques jours seulement, a fait plus de 50 morts suite au bombardement de bateaux vénézuéliens et colombiens accusés, sans preuve, de trafic de drogue.

La Commission interaméricaine des droits de l'homme, une des institutions que Trump et Milei souhaiteraient voir démanteler, a formulé des critiques encore plus explicites. Bien qu'elle traverse actuellement une période difficile, la Commission a exigé que les États-Unis garantissent le respect des droits de l'homme dans le cadre d'opérations de sécurité extraterritoriales. Vous pouvez consulter sa déclaration complète [ici](#).

Lors de la présentation des nouveaux véhicules blindés légers [Stryker 8x8](#), le ministre de la Défense sortant, [Luis Petri](#), a déclaré : « Nous voulons approfondir nos relations avec l'Amérique du Nord et devenir le partenaire stratégique le plus important de l'hémisphère sud », afin que « cela nous garantisse, entre autres, de nous doter de la meilleure armée du monde et de nous entraîner avec la meilleure armée du monde pour défendre les Argentins. »

Cette définition, plus politique que technique, omet le fait que les véhicules blindés à roues Stryker 8x8 sont utilisés dans le cadre de guerres asymétriques et en milieux urbains – c'est-à-dire pour des missions de sécurité intérieure – missions que le droit argentin n'attribue pas aux forces armées. Or, cela relève de la doctrine que le Commandement Sud promeut auprès des armées d'Amérique latine depuis la fin du siècle dernier.

Leur définition des nouvelles menaces englobe tout, des attaques bactériologiques ou nucléaires au trafic de drogue et au terrorisme, en passant par l'indigénisme et le populisme radical. Le champ d'application est si vaste que rien n'est exclu. Lorsque les États-Unis ont commencé à utiliser ces définitions après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, un expert critique a demandé, avec une fausse naïveté, quelles armes seraient utilisées pour cibler le trou dans la couche d'ozone. La nouveauté réside dans le fait que, durant son second mandat, le président Donald Trump tente d'étendre cette approche à la politique intérieure de son propre pays, ce qui a engendré un conflit de plus en plus virulent avec le Parti démocrate, avec plusieurs juges et procureurs, et même avec certains républicains attachés à la loi [Posse Comitatus](#) de 1878, qui protégeait les États de l'occupation militaire en cas de conflit politique.

Même en 2020, Trump est allé jusqu'à utiliser les forces armées pour réprimer les manifestations politiques après le meurtre de George Floyd par la police de Minneapolis. En raison de sa couleur de peau, il a été considéré comme suspect dans une affaire de vol qui n'avait pas eu lieu et étouffé par la police qui a maintenu un genou sur son cou, malgré ses supplications. Trump a invoqué la loi sur l'insurrection de 1807 pour déployer des troupes fédérales à Washington, qui ont ensuite tiré des gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes autour de la Maison Blanche. Le secrétaire à la Défense, Mark Esper, et le chef d'état-major des armées, Mark Milley (oui, vous avez bien lu, Esper et Milley), ont accompagné Trump lors d'une visite des lieux dévastés, Milley en uniforme.

Mais ils ont par la suite estimé avoir été piégés lors d'une séance photo qui laissait entendre un soutien militaire à la

répression par des moyens illégaux. Tous deux ont désapprouvé l'application de la loi sur l'insurrection et se sont opposés au déploiement de milliers de militaires pour intimider les manifestants. Après la prise de contrôle du Capitole par une foule le 6 janvier 2021, Milley a ordonné aux plus hauts responsables militaires de l'informer si Trump ordonnait une attaque nucléaire. Il en a même informé le chef d'état-major des forces armées chinoises lors d'une conversation confidentielle à l'insu du président. Il lui a promis que les États-Unis n'attaqueraient pas la Chine et qu'il le tiendrait au courant de tout développement. C'est le genre de relation que Kathrine Bigelow décrit dans son film « *House of Dynamite* », et elle révèle une rupture indéniable de la chaîne de commandement. Bien que cela puisse être difficile à concevoir ici, aux États-Unis, le bon sens des chefs militaires dépasse celui des dirigeants politiques. Et il ne s'agit pas seulement de l'excitation nerveuse de Trump. Depuis janvier, Milley fait l'objet d'une enquête à la demande de Trump, qui souhaiterait, selon certaines sources, le rétrograder pour déloyauté.

L'ordre donné par le secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, d'éliminer les survivants du bateau de pêche coulé par un missile américain, qui s'accrochaient à l'épave, est un sujet de vives polémiques. Hegseth a imputé cette seconde frappe à l'amiral Mitch Bradley, qui, dans son rapport au Sénat, a reconnu qu'il s'agissait d'une décision personnelle. Un parlementaire progouvernemental a affirmé que les deux hommes tentaient de récupérer de la drogue (dont l'existence même n'est étayée par aucune preuve) pour la faire entrer clandestinement aux États-Unis. Hegseth a déclaré soutenir Bradley. Mais Jim Himes, le démocrate le plus haut placé au sein de la commission du renseignement de la Chambre des représentants, a exprimé sa consternation face à cette attaque menée dans les eaux internationales, au large des côtes vénézuéliennes.

« C'est l'une des choses les plus préoccupantes que j'aie vues de toute ma carrière dans la fonction publique », a déclaré Himes. « Deux personnes dans une situation extrême, sans aucun moyen de se déplacer, à bord d'un navire détruit, abattues par les États-Unis ». Les responsables démocrates au sein des commissions des forces armées et du renseignement de la Chambre des représentants ont déclaré dans un communiqué : « Aujourd'hui, rien de ce que nous avons vu et entendu ne nous convainc que la décision d'attaquer le navire une seconde fois était justifiée. La vidéo que nous avons visionnée aujourd'hui montrait deux naufragés sans aucun moyen de se déplacer, et encore moins de représenter une menace immédiate, et pourtant, ils ont été tués par les forces armées des États-Unis », ont déclaré Himes et le représentant démocrate Adam Smith de l'État de Washington dans un communiqué conjoint. Au milieu du flot d'opinions juridiques, politiques et éthiques sur l'incident, un responsable a révélé que le premier président à autoriser de telles exécutions de personnes sans défense qui, à l'époque, ne représentaient aucun danger, était Barack Obama. En effet, ce président démocrate s'était réservé le droit de superviser la liste des cibles humaines à éliminer que les chefs militaires lui avaient présentée. Même alors, la principale organisation de défense des droits humains aux États-Unis, l'ACLU, maintenait que George W. Bush était préférable à Obama. L'opinion générale est que ces actions constituent des crimes de guerre.

Epaves volantes

Hier, Milei a réceptionné les six premiers avions de chasse **F-16** à Río Cuarto, dans la province de Córdoba. Ces appareils ont été achetés par l'Argentine au Danemark, [à l'issue d'une négociation menée par les États-Unis](#), qui les avaient fabriqués pendant la Guerre froide. Les pilotes argentins doivent encore apprendre à piloter ces vieux coucous de 40 ans, dont la vente à l'Argentine a été autorisée par la Grande-Bretagne à condition que ni le radar ni le système d'armement ne leur permettent d'atteindre les îles Malouines. Les nombreux articles sponsorisés publiés par les grands médias, qui présentent les F-16 comme les meilleurs avions du monde, ne parviennent pas à masquer le fait qu'ils ont été rafistolés, et qu'ils appartiennent à une autre génération.



L'ambassadeur Lamelas, célèbre avec le général Presti et le brigadier Valverde



La *Tsarine* avec le vieux jouet neuf

La meilleure offre, rejetée à la demande des États-Unis, portait sur les chasseurs-bombardiers sino-pakistanaïes [JF-17 Thunder](#) de dernière génération, assortie d'un financement conséquent. Le chef d'état-major interarmées, le général de brigade [Xavier Julián Isaac](#), s'est plié à la demande étasunienne. Il n'en a pas été récompensé : Milei l'a tout simplement contraint à la retraite, selon le nouveau ministre de la Défense, le général Carlos Alberto Presti. Isaac était plus âgé que Presti, ou, dans le jargon militaire, plus gradé. Le rapport officiel émanait de l'ambassade américaine, qui se félicitait de l'intervention de son gouvernement dans la transaction et annonçait que les livraisons se feraient progressivement, à raison de six appareils chaque mois de décembre jusqu'en 2028. Lamelas rayonnait comme s'il venait de vendre des cailloux colorés à bon prix, en plus des 90 photos de la cérémonie qu'il a distribuées. La politisation des forces armées s'est notamment traduite par l'apposition d'un *autocollant* sur l'un des avions, un hommage à Milei : un lion bleu clair et blanc. La tsarine prit place dans le fauteuil de commandement. La cérémonie a atteint son sommet avec le discours présidentiel. Milei déclara que pour le kirchnérisme, la souveraineté n'était qu'un vaste bidonville pavloïse de drapeaux bleu clair et blancs, et il s'imaginait que les avions, à la fois nouveaux et anciens, permettraient à l'Argentine d'être respectée au sein du « concert des nations ».

Horacio Verbitsky* pour [El cohete à la Luna](#).

[El cohete à la Luna](#). Buenos Aires, le 7 décembre 2025.

*Horacio Verbitsky. Écrivain, chercheur et journaliste argentin. Il préside aujourd'hui le [Centro de Estudios](#)

[Legales y Sociales](#) (CELS) y integrante de la junta directiva de la división latinoamericana de la ONG *Human Rights Watch/Américas*.. Il a travaillé 30 ans pour le quotidien *Página 12* d'où il a été renvoyé de *Página 12* sous la pression du Président Mauricio Macri en 2017. A la suite de ce regrettable incidentl il a créé le site d'information, [El Cohete a la Luna](#).

Traduit de l'espagnol depuis [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.



National Securty Strategy 2025

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 8 décembre 2025.